



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°27 & 28 – 3 au 13 juillet juin 2023

## Faits saillants :

- **Afrique du Sud** : Le déficit du compte courant se creuse
- **Botswana** : De Beers renouvelle son accord et renforce son partenariat avec le gouvernement botswanais
- **Mozambique** : Le FMI conclut la deuxième revue de son programme de financement

## Zoom sur Canal+ augmente sa participation au capital de Multichoice à 31,7% (*Business Day*)

Le 3 juillet, le groupe français Vivendi/Canal+ a annoncé avoir augmenté une nouvelle fois sa participation au capital de Multichoice Group (MCG), groupe sud-africain audiovisuel coté à la bourse de Johannesburg (JSE) et leader sur le marché de la télévision par satellite dans les pays africains anglophones - en 2021, près de 22 M d'abonnés (dont 9 M en Afrique du Sud) dans 50 pays. Vivendi/Canal+ avait fait son entrée au capital de MCG en octobre 2020, à hauteur de 6,5 % du capital et a progressivement renforcé sa position jusqu'à atteindre 20% en 2022 puis 30,27% en février 2023. Cette nouvelle opération porte désormais la participation à 31,7% du capital de la société – évaluée à environ 13,3 Mds ZAR (0,7 Md EUR) à date du 3 juillet : Vivendi/Canal+ est donc l'actionnaire principal de Multichoice Group, devant le fonds de pension des fonctionnaires - GEPP (13,8% des parts) et le fonds d'investissement M&G (9,29%). Cependant, les droits de vote du groupe français dans la société restent limités à 20%, suivant la législation sud-africaine (Electronic Communications Act) qui plafonne le pourcentage de contrôle des entreprises étrangères dans les sociétés audiovisuelles sud-africaines. A noter que, si le groupe français continuait d'accroître sa participation au-delà du seuil de 35%, cela déclencherait une offre obligatoire aux actionnaires minoritaires, en vertu des règles d'OPA en Afrique du Sud.

## Sommaire :

### Afrique australe :

- L'Afrique australe est le moteur du commerce intra-africain
- L'ONU publie son rapport annuel sur l'investissement

### Afrique du Sud :

- Le déficit du compte courant se creuse
- Des productions minières en hausse et manufacturières en baisse
- BMW annonce un investissement de 4,2 Mds ZAR pour la production de véhicules hybrides
- La société norvégienne Scatec annonce le closing financier de trois projets solaires
- Le plan d'investissement de TNPA pour 700 M SUD
- L'entreprise publique Post Office placée en processus de sauvetage

### Angola :

- Le fonds souverain angolais enregistre une perte de 195,6 M USD en 2022

### Botswana :

- La croissance ralentit à 5,4% au premier trimestre 2023
- De Beers renouvelle son accord et renforce son partenariat avec le gouvernement botswanais

### Eswatini :

- La BAfD approuve la subvention de 400 000 USD pour soutenir l'essor économique et agricole dans la région de Shiselweni, Eswatini

### Mozambique :

- Le FMI conclut la deuxième revue de son programme de financement

### Namibie :

- Le déficit courant namibien se réduit au premier trimestre 2023

### Zambie :

- L'inflation ralentit en juin
- MySol Grid Zambia, filiale d'Engie, obtient un financement pour la construction de 60 mini-réseaux électriques

## Afrique australe

### L'Afrique australe est le moteur du commerce intra-africain (*Afreximbank*)

Selon le rapport de la Banque africaine d'import-export (*Afreximbank*) sur les échanges africains en 2022, les flux commerciaux intracontinentaux ont augmenté de 18,6% pour atteindre 193,2 Mds USD. L'Afrique australe domine ces échanges - 47,4% des flux intra-africains étant localisés dans la sous-région. L'entrée en vigueur en janvier 2021 de la zone africaine de libre-échange (*AfCFTA*) est présentée comme un tournant majeur dans le processus d'intégration régionale, de développement de chaînes de valeur en Afrique et de croissance des échanges intracontinentaux. Les flux commerciaux des pays africains demeurent pourtant à ce jour principalement tournés vers le reste du monde (85% des échanges), et l'intégration régionale reste faible (six fois inférieure à celle enregistrée en Asie, hors pays à haut revenus). Le développement de capacités industrielles et d'une chaîne de valeur s'appuyant sur une main-d'œuvre bon marché, combiné au déclin de la productivité chinoise, pourrait toutefois renforcer la part de produits manufacturés dans les exportations africaines. Les exportations (724,1 Mds USD, soit +26,8%), encore majoritairement dominées par les matières premières, ont globalement bénéficié de la hausse des cours, notamment concernant les hydrocarbures et les produits énergétiques. En parallèle, les importations ont augmenté à 706 Mds USD (+15,5%). L'excédent commercial africain avec le reste du monde s'établit à 18,1 Mds USD, en hausse de 145% par rapport à l'année précédente.

### L'ONU publie son rapport annuel sur l'investissement (*UNCTAD*)

Le 5 juillet, la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (*UNCTAD*) a publié son rapport annuel sur les investissements mondiaux. Les entrées nettes d'investissements directs à l'étranger (IDE) en Afrique australe ont retrouvé leur niveau habituel (6,7 Mds USD en 2022), après un pic à 42,2 Mds USD en 2021 lié à une transaction unique (Naspers & Prosus). Si sept pays sur dix enregistrent des entrées nettes d'IDE, l'Afrique du Sud continue de centraliser la plupart des investissements (9,1 Mds USD d'IDE, soit un niveau deux fois supérieur à la moyenne de la décennie précédente). Les flux se concentrent principalement dans les énergies renouvelables. On peut aussi citer dans d'autres domaines, le projet de URB (Emirats Arabes Unis) de construire la plus grande ville durable d'Afrique (*The Parks*), troisième plus grand investissement « *greenfield* » dans le monde en 2022, et l'achat de 55% de TDE Investments par Digital Titan (USA). Les flux entrants d'IDE atteignent 2 Mds au Mozambique, 945 M USD en Namibie, 342 M USD au Zimbabwe, 216 M USD au Botswana et 116 M USD en Zambie. A l'inverse, l'Angola enregistre un flux d'IDE négatif (-6,1 Mds USD), lié aux remboursements de prêts des filiales des compagnies pétrolières à leur maison mère.

## Afrique du Sud

### Le déficit du compte courant se creuse (STATSA)

Selon le dernier bulletin de la Banque centrale sud-africaine (SARB), le compte courant sud-africain a poursuivi sa dégradation au T1 2023, affichant un montant déficitaire (-48,0 Mds ZAR, soit 4,3% du PIB) pour le quatrième trimestre consécutif après sept trimestres d'excédent (entre le T3 2020 et le T1 2022). Le compte courant atteint ainsi son plus faible niveau depuis le T3 2019. A titre de comparaison, à la même période de l'année précédente, l'Afrique du Sud enregistrait un excédent de 7,5 Mds ZAR, soit 0,7% du PIB. Cette évolution s'explique principalement par le recul de l'excédent commercial (-92% par rapport au T1 2022), à 5,8 Mds ZAR (0,5% du PIB), soit un niveau inédit depuis le T2 2019. Les importations ont en effet fortement augmenté (+21,8% à 475,5 Mds ZAR), notamment portées par la hausse de la facture énergétique (achats d'hydrocarbures et de produits des industries extractives en hausse de 36,5%, pour un poste représentant 22,1% du flux total). La hausse des importations résulte dans une moindre mesure d'un effet prix, la dépréciation du rand au cours du premier trimestre (-4,7%) ayant dégradé les termes des échanges commerciaux pour l'Afrique du Sud. Les exportations ont également progressé, mais dans une moindre mesure (+4,5%). Elles ont été portées par les produits miniers (+4,2%), mais pénalisées par la baisse des flux de minerais précieux (-9,4%). Le déficit de la balance des services s'est en revanche résorbé de manière significative (-38% par rapport au T1 2022) dans un contexte de forte reprise du tourisme à l'été austral, pour atteindre 10,3 Mds ZAR (0,9% du PIB), soit son niveau le plus faible depuis le T1 2020. Le déficit de la balance des revenus primaires, structurellement le principal contributeur du déficit courant du pays, est de son côté resté relativement stable (+3,8% par rapport au T1 2022).

### Des productions minières en hausse et manufacturières en baisse (StatSA)

Selon l'agence nationale de statistiques (Stats SA), la production minière a diminué de 0,8% au mois de mai par rapport à la même période de l'année précédente. Après quatorze mois consécutifs de contraction entre février 2021 et mars 2023 et une croissance de 3,2% en avril (résultant principalement d'un effet de base statistique), l'indicateur renoue donc avec sa trajectoire décroissante. Les postes qui ont le plus contribué à cette diminution sont les métaux du groupe platinoïde (-7,2%, soit une contribution négative de -1,9 points) et les diamants (-31,4%, soit -1,2 points). A noter toutefois les bonnes performances de l'or (+27,3%, soit 3,4 points) et du minerai de manganèse (+9,4%, soit +0,7 point). Les volumes de production se stabilisent progressivement et pourraient repartir prochainement à la hausse après avoir atteint des niveaux de production très faibles en 2022. Toujours selon StatsSA, la production manufacturière a en revanche augmenté (+2,5% sur la période, après +3,6% le mois précédent, second mois consécutif de hausse après cinq mois de contraction). Les postes qui ont le plus contribué à l'augmentation sont les « véhicules à moteurs et équipements de transport » (+15,1%, soit 1,4 point) et les « produits métalliques et métallurgiques » (+5,8%, soit +1,2 point). La croissance a été généralisée à l'ensemble des catégories, à l'exception des « produits pétroliers et chimiques » (-3,4%, soit -0,7 point) et des produits de fourniture. Les secteurs manufacturier et minier continuent toutefois de pâtir des difficultés d'approvisionnement en électricité.

### BMW annonce un investissement de 4,2 Mds ZAR pour la production de véhicules hybrides (BMW)

Le 29 juin, le constructeur automobile BMW a annoncé un investissement de 4,2 Mds ZAR (200 M EUR) au cours des cinq prochaines années, pour la construction d'une nouvelle ligne d'assemblage dans son usine de Rosslyn (banlieue de Pretoria), destinée à la fabrication

de ses modèles hybrides rechargeables BMW X3. BMW est un des sept constructeurs de rang international présent dans le pays et produit localement 80 000 véhicules par an (soit environ 14% de la production domestique), principalement destinés à l'export. Cette annonce intervient dans un contexte où le marché automobile sud-africain n'a toujours pas amorcé de véritable transition vers l'électrique – 5 000 ventes de véhicules électriques et hybrides neufs en 2022 soit 1,2% du total, et seuls deux constructeurs internationaux produisent localement des véhicules hybrides (Mercedes Benz et Toyota). La transition est pourtant un enjeu clé pour l'avenir de l'industrie, qui est principalement tournée vers l'export et dont les principaux clients (UE et Royaume Uni) ont prévu d'interdire la commercialisation de véhicules thermiques à l'horizon 2035 et 2030. Le PDG de la branche sud-africaine de BMW, Peter van Binsbergen, a par ailleurs récemment critiqué le gouvernement sud-africain qui tarde à mettre en place de réelles mesures pour soutenir le secteur – alors que l'industrie automobile sud-africaine s'appuie sur un vaste programme industriel qui incite à la production domestique de véhicules (*Automotive Production Development Programme II* - exonérations fiscales, amortissement accéléré, subventions liées aux exportations). Le Ministre du Commerce et de l'Industrie (DTIC), Ebrahim Pattel, a annoncé en avril 2023 que son Ministère ne devrait pas rendre publique sa stratégie pour le développement d'une mobilité électrique avant mars 2024.

### La société norvégienne Scatec annonce le closing financier de trois projets solaires (Scatec)

Le 30 juin, la société norvégienne Scatec, développeur d'énergies renouvelables, a annoncé avoir procédé au closing financier de trois projets de centrales solaires à Grootfontein, dans la province du Cap Occidental. Les projets, d'une capacité totale de 273 MW, avaient été octroyés dans le cadre du Bid Window 5 du programme pour les producteurs indépendants

(REIPPP) en 2021. Ils mobiliseront 5,1 Mds ZAR (250 M USD), dont près de 90% seront financés par un prêt de la Standard Bank. La construction devrait démarrer en 2024 pour un raccordement au réseau prévu dès 2025. L'entreprise Scatec, présente en Afrique du Sud depuis 2010, est aujourd'hui la principale entreprise privée productrice d'électricité solaire dans le pays – avec 448 MW de capacités installées.

### Le plan d'investissement de TNPA pour 700 M USD (Transnet)

Le 30 juin, la Transnet National Ports Authority (TNPA) – gestionnaire public des ports sud-africains, a annoncé un plan d'investissement de 13 Mds ZAR (630 M EUR) sur les cinq prochaines années pour le développement des infrastructures portuaires dans le pays, à l'occasion de la présentation du nouveau *Port Development Framework Plan*. Le rapport présente une ambitieuse stratégie de réaménagement et de développements dans les huit infrastructures portuaires du pays. Dans le port de Durban, premier port du pays par lequel transite 60% des flux de containers domestiques, ces projets consistent notamment en la construction et extension de terminaux et port d'amarrage, ainsi que d'un nouveau terminal passager. Plusieurs projets de construction de terminaux pour le Gaz Naturel Liquéfié sont envisagés, notamment à Richards Bay – appel d'offres en cours, Ngqara et Saldanha Bay. Enfin, d'après le document, le port de Mossel Bay devrait se développer autour des hydrocarbures, pour soutenir les activités d'explorations gazières en cours dans la région (portés par un consortium mené par Total Energies). Ces investissements attendus devraient significativement augmenter les capacités et l'efficacité d'un secteur qui fait face à d'importantes difficultés opérationnelles (impact des délestages électriques, pannes et pénuries d'équipement qui allongent considérablement les durées de déchargement). Ces dernières entraînent d'importantes congestions et pèsent directement sur les

performances de l'économie sud-africaine (secteur minier et manufacturier notamment), alors que l'Afrique du Sud est fortement dépendante des infrastructures portuaires par lesquelles transitent une grande majorité des flux commerciaux.

### L'entreprise publique Post Office placée en processus de sauvetage (*Dailymaverick*)

La South Africa Post Office s'est engagée dans une procédure de sauvetage d'entreprise le 10 juillet, pour éviter la liquidation de l'entreprise publique. Afin de faciliter le processus de restructuration, le gouvernement a l'intention de renflouer l'entreprise avec des fonds publics à hauteur de 3,8 Mds ZAR (187 M EUR) supplémentaires, en plus des 2,4 Mds ZAR alloués dans le cadre du budget annuel 2023. La SA Post Office devient ainsi la quatrième entreprise publique à suivre cette voie, après les entreprises South African Airways, Mango et SA Express. Le sauvetage d'entreprise vise à réhabiliter l'entreprise en difficulté financière à travers la restructuration de son activité et la suspension temporaire des paiements aux créanciers. Son incapacité à rembourser sa dette de plus de 5 Mds ZAR (246 M EUR) s'explique par un fonctionnement à perte depuis 2013 et l'accumulation de difficultés: coûts élevés, technologies obsolètes et concurrence des messageries privées. En parallèle de la réduction des coûts de fonctionnement, une enquête gouvernementale est prévue suite au non-respect des plans de redressement précédents, qui prévoyaient notamment d'élargir le mandat de la SA Post Office aux services de commerce électronique et de réduire les coûts d'exploitation. Le gouvernement est déterminé à sauver l'entreprise en raison de son rôle essentiel dans la prestation de services dans les zones rurales qui ont un accès limité aux services financiers. De plus, la situation soulève des préoccupations quant au statut de la Postbank. Les dépôts, provenant principalement des zones rurales défavorisées, ne sont pas actuellement garantis par le Trésor puisque la Postbank n'a pas encore été agréée en tant que banque à part entière. Actuellement, un projet de loi agréant la

Postbank et la séparant de l'entité de la Post Office est en attente de la signature du Président Ramaphosa, mais cela pourrait être retardé en raison de la situation financière critique de l'entreprise publique.

## Angola

### Le fonds souverain angolais enregistre une perte de 195,6 M USD en 2022

Le fonds souverain angolais (*Fundo Soberano de Angola - FSDEA*) a présenté un compte de résultat négatif. Depuis sa création en 2012, le fonds, qui a pour vocation promouvoir le développement social et économique de l'Angola, a enregistré une perte cumulée de 437,1 M USD. Doté initialement de 5 Mds USD, le fonds a été progressivement décapitalisé, d'abord dans le contexte de la crise de Covid, puis au cours de l'année 2022 (-25%), afin de soutenir un programme envers les municipalités. Il dispose ainsi de 2,1 Mds USD d'actifs sur l'exercice 2022.

## Botswana

### La croissance ralentit à 5,4% au premier trimestre 2023 (*StatsBots*)

Selon l'agence nationale de statistiques (*StatsBots*), le PIB a augmenté de 5,4% au T1 2023 par rapport à la même période de l'année précédente - après une croissance de 5,9% au trimestre précédent. La croissance ralentit donc légèrement malgré les bonnes performances de l'industrie minière (+10,8%, soit une contribution positive de 2,4 points), en lien avec une hausse des productions de diamants (+10,7%) et de cuivre concentré (+122%, soit 12 440 tonnes, grâce à la stabilisation de la production de la mine de Khoemacau). Les activités minières deviennent ainsi le premier poste d'activités de l'économie botswanaise, devant les administrations publiques. La vente au détail (+4,5%, soit +0,5 point), la construction (+3,3%,

soit +0,3 point) et les services publics (+3,3%, soit +0,3 point) contribuent aussi positivement à la croissance. L'investissement, porté par les secteurs industriel et manufacturier, repart à la hausse (+3,9% par rapport au T1 2022), après un recul de 3,6% en glissement annuel au trimestre précédent.

### De Beers renouvelle son accord et renforce son partenariat avec le gouvernement botswanais (*DeBeers*)

Le 1<sup>er</sup> juillet, et après de longues discussions, le groupe minier De Beers et le gouvernement botswanais ont renouvelé un accord de vente de la production de diamants bruts pour une durée de 10 ans (jusqu'en 2033), ainsi que de nouvelles licences minières d'une durée de 25 ans. De Beers, conglomérat diamantaire détenue à 85 % par le géant minier Anglo American, produit des diamants bruts au Botswana par le biais de Debswana, une coentreprise détenue à parts égales avec le gouvernement. L'entreprise minière vise à renforcer la position du pays en tant que premier producteur de diamants en augmentant tout d'abord à 30% jusqu'à 50% la production de diamants de Debswana destinée à l'entreprise publique Okavango Diamond Company (ODC), et en réalisant d'importants investissements en capital dans le pays. En outre, De Beers souhaite participer à la diversification de l'économie botswanaise, qui dépend fortement de la production de diamants – représentant 26 % du PIB en 2021 – par la création d'un fonds "Diamants pour le développement", doté d'un investissement initial de 1 Mds BWP (75 M USD).

## Eswatini

### La BAfD approuve la subvention de 400 000 USD pour soutenir l'essor économique et agricole dans la région de Shiselweni, Eswatini (BAfD)

Le 8 juin, le Fonds de développement urbain et municipal de la Banque Africaine de Développement (BAfD) a approuvé une subvention de 400 000 USD en faveur du plan « Eswatini New Eco-Green City Masterplan ». Ce plan vise à développer des zones urbaines résilientes dans la région de Shiselweni – au sud du pays – afin de stimuler l'économie locale. Le plan repose principalement sur le projet « Mkhondvo-Ngwavuma Water Augmentation Project (MNWAP) » qui prévoit la construction du barrage Mpakeni et le transfert d'eau depuis le fleuve Mkhondvo. Il sera réalisé au travers d'un partenariat public-privé avec l'entreprise publique Eswatini Water and Agriculture Development Enterprise (ESWADE). Cette initiative vise à renforcer l'irrigation des terres agricoles et à diversifier la production, notamment l'horticulture, le coton, les haricots secs et les cultures oléagineuses pour attirer de nouvelles industries et créer 100 000 emplois directs et indirects pour un secteur qui représentait 8,1% du PIB en 2021. La région de Shiselweni souffre de sécheresses sévères malgré sa terre fertile propice à l'agriculture, qui joue un rôle crucial dans l'économie du pays – plus de 70% de la population dépend de l'agriculture de subsistance, alors que le niveau de pauvreté reste très élevé (36,1% de la population vit avec moins de 2,15 USD/jour en 2016). Le gouvernement, en lien avec la BAfD, souhaite ainsi réduire la vulnérabilité aux changements climatiques et stimuler les activités économiques et réfléchit actuellement à un plan de développement pour répondre aux besoins de logements, de services de santé et d'éducation, qui pourrait être financé

par le fonds de développement urbain et municipal de la BAfD.

## Mozambique

### Le FMI conclut la deuxième revue de son programme de financement (FMI)

Le 6 juillet, suite à une mission conduite au mois de mai, le conseil d'administration du Fonds a approuvé la deuxième revue de son programme de financement (*Facilité élargie de crédit - FEC*), permettant un décaissement immédiat de 60,6 M USD. Pour rappel, le programme de financement prévoit le décaissement de 456 M USD sur une période de trois ans, dans l'objectif de soutenir la reprise économique, réduire la dette publique et favoriser la croissance. Au mois de mai, le décaissement de la seconde tranche avait pris du retard en raison de la non-atteinte de deux critères de performance : (i) déséquilibre du solde primaire fin décembre 2022, en raison de retards dans la réforme des salaires et d'une baisse des recettes; (ii) l'accumulation d'arriérés dans le remboursement de la dette extérieure publique, liés à la situation d'une entreprise publique. Malgré des progrès partiels, et en raison des actions déjà entreprises par les pouvoirs publics (réduction des salaires de la majorité des fonctionnaires au mois de janvier, et des hauts fonctionnaires et parlementaires au mois de juin), le FMI a cette fois-ci décidé d'accorder une dérogation au pays. Le FMI prévoit une augmentation de la croissance mozambicaine en 2023, portée par la hausse de la production de Gaz Naturel Liquéfié et de la production agricole. L'institution, qui a salué les mesures déjà mises en œuvre, a rappelé la nécessité pour le gouvernement de poursuivre ses efforts en matière de lutte contre la corruption, de transparence (notamment dans la gestion des futures recettes des projets de GNL), et de bonne gestion financière (dette ses entreprises publiques).

## Namibie

### Le déficit courant namibien se réduit au premier trimestre 2023 (*Bank of Namibia*)

Selon le dernier bulletin trimestriel de la Banque centrale namibienne (*Bank of Namibia*), le déficit courant namibien s'est réduit au premier trimestre 2023. Il atteint ainsi 4,5 Mds NAD au T1 2023 (8,2% du PIB), contre 7,2 Mds NAD au T1 2022 (15,2% du PIB). Cette évolution résulte principalement d'une diminution du déficit commercial et du déficit des revenus primaires. La réduction du déficit commercial (-21% à 7,7 Mds NAD) traduit le rythme supérieur de croissance des exportations (+53%) à celui des importations (+21%). La hausse des exportations est portée principalement par les matières premières : diamants (-133% à 4,3 Mds N produits miniers (+89% à 6,9 Mds NAD). La hausse des importations traduit une dégradation des termes de l'échange, dans un contexte de dévaluation du dollar namibien (17,8 NAD au 31 mars pour 1 USD contre 17 NAD pour 1 USD au 31 décembre, soit une dépréciation de 4,7% au T1 2023) et de hausse de la facture énergétique (+39% à 6,9 Mds NAD). A noter également l'augmentation des importations de véhicules (+60% à 3,1 Mds NAD) et d'équipements mécaniques (+21% à 4 Mds NAD), portées par les reprises respectives de la demande industrielle et du tourisme.

## Zambie

### L'inflation ralentit en juin (*ZimStat*)


Selon l'agence nationale de statistiques (*ZamStats*), l'inflation sur un an a atteint 9,8% au mois de juin en glissement annuel, après 9,9% au mois de mai. L'inflation atteint ainsi son plus bas niveau en quatre mois et confirme la dynamique de baisse enclenchée après le pic de 10,2% enregistré au mois d'avril. L'inflation des produits alimentaires est en légère diminution (11,2%,



contre 11,6% au mois de mai), l'inflation cœur étant en revanche en augmentation (7,8%, contre 7,6% au mois de mai). L'appréciation récente du kwacha sur le marché des changes (+7% entre le 12 juin et le 13 juillet) devrait avoir un effet positif sur l'indicateur. Le ministre des Finances, S. Musokotwane, anticipe d'ailleurs un nouveau renforcement du Kwacha dans la foulée de la conclusion d'un protocole d'accord entre la Zambie et ses créanciers officiels, qui est attendue pour la fin du mois de juillet.

### **MySol Grid Zambia, filiale d'Engie, obtient un financement pour la construction de 60 mini-réseaux électriques (Engie)**

Le 29 juin, MySol Grid, filiale du groupe français Engie, a annoncé avoir signé un accord de financement de 7,5 M USD, dans le cadre de la Facilité pour l'Inclusion Energétique (FEI), gérée par le fonds Cygnum Capital – programme de la BAfD pour soutenir les projets d'accès à l'électricité. Ce financement vient s'ajouter à une subvention de 6 M USD de l'Union Européenne. Le projet consiste en la construction, la gestion et la maintenance de soixante mini-réseaux dans les zones rurales du pays. Il devrait ainsi permettre de connecter 40 000 personnes à l'électricité, alors qu'en 2021, seul 47% de la population zambienne était raccordé au réseau électrique, d'après les données de la Banque Mondiale. Ce projet conforte ainsi la position de leader sur le marché des solutions *off grid* en Afrique du groupe français.



## Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	16/07/2023	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier
<b>Afrique du Sud</b>	18,07 ZAR	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Angola</b>	823,7 AOA	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Botswana</b>	13,0 BWP	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Mozambique</b>	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Zambie</b>	18,8 ZMW	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2023)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria

Rédacteurs :

Léopold VINOT et Marie DESJEUX, Antoine WILLENBÜCHER

Revu par Claire JOLLY, Flora BOUBOUR, Pierre FINOT, et Bertrand FURNO